VILLE de RODEZ

Décision du Maire n° DEC/2026/255

Objet : Concession de terrain dans le cimetière communal : acquisition d'équipement
Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 permettant au Maire, par voie de décision et sur délégation du Conseil Municipal, de gérer les affaires courantes de la collectivité,
Vu la délibération N° DEL2026-008 du Conseil Municipal en date du vendredi 3 avril 2026 déléguant au Maire la charge de gérer, par voie de décisions, les affaires telles que précisées par les articles du Code Général des Collectivités, Vu la délibération n°09-258 du conseil municipal du 14 décembre 2009 portant règlement du cimetière communal de Rodez,
Vu la délibération n°2025-158 du conseil municipal du 8 décembre 2025 fixant les tarifs et redevances 2026 du cimetière applicable jusqu'au 31 décembre 2026,
Considérant la demande de [redacted] et [redacted] demeurant à Rodez (12000) [redacted], en date du 3 juillet 2026 et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des membres de la famille [redacted].

Décide

Article 1 : Objet
Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière indiquée, une cuve de 4 places, située C1/A12/D6, numéro d'ordre au registre : 12865, numéro de la concession : 120, à compter du 3 juillet 2026.

Article 2 : Prix de l'équipement
L'équipement est acquis moyennant la somme totale de 2530,00 €uros versée dans la caisse du receveur municipal.

Article 3 : Prévision budgétaire
Les recettes seront affectées sur le budget concerné au compte par nature dédié.

Article 4 : Condition d'exécution
Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. La présente décision sera transmise en Préfecture et publiée. Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron.

Article 5 : Recours
Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

Article 6 : Compte-rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal
Monsieur le Maire rendra compte de la présente décision à la prochaine séance du Conseil Municipal.

Fait à RODEZ, le 1er octobre 2026

Le Maire certifie exécutoire la présente décision
Transmise en Préfecture le 1er octobre 2026
Publiée le 1er octobre 2026

Par Délégation du Conseil Municipal
Le Maire
Pour le Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Signé : Julie MARECHAL
Acte dématérialisé

Accusé de réception en préfecture
012-211202023-20261001-DEC2026255-AU
Reçu le 01/10/2026